

Le ministre cubain des Affaires étrangères participe au segment de haut niveau du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU



La Havane, 2 mars (RHC).- Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, conduit la délégation de notre pays qui participe au segment de haut niveau de la 28e période de sessions du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU qui siège à Genève à partir d'aujourd'hui.

Dans son intervention, notre ministre des Affaires étrangères a indiqué :

“ Il faudrait laisser s'exprimer dans cette salle les quelque 842 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde ; les quelque 774 millions d'analphabètes adultes et les quelque 6 millions d'enfants qui meurent chaque année de maladies évitables qui, à cause de l'existence d'un ordre international injuste et inégal, ne font pas partie de la vision particulière des pays du Nord sur les droits humains et sur les libertés fondamentales. Il faudrait laisser s'exprimer aussi les personnes qui vivent dans les poches de pauvreté dans le monde industrialisé ; aux travailleurs et aux étudiants, aux victimes des programmes

d'austérité, à ceux qui ont perdu leurs logements ; aux immigrants qui souffrent de la discrimination et de la xénophobie, à ceux qui souffrent de la répression et de la brutalité policière ; aux enfants sans alimentation, sans services médicaux et sans une éducation de qualité ».

«La République de Cuba a aussi de grandes préoccupations et elle est disposée à débattre et à coopérer en ce qui concerne la démocratisation de l'information et du cyberspace. Le fait que 65% de l'information qui circule sur la planète soit contrôlée par sept gigantesques corporations privées est alarmant. Les pays du Sud n'ont pratiquement aucune participation à l'élaboration de contenus. Les discussions sur le gouvernance d'Internet n'ont pas eu des résultats concrets pour la démocratisation de celle-ci. L'on devrait interdire la prise de mesures coercitives unilatérales dans le domaine de l'information, des télécommunications et de l'informatique. Il est indispensable de prendre des mesures efficaces et urgentes pour empêcher la militarisation du cyberspace et la réalisation d'attaques informatiques utilisant de façon illégale et caché les systèmes d'un pays tiers ».

«Nous réitérons notre condamnation énergique des sanctions unilatérales, inacceptables et injustifiées, imposées au Venezuela et de l'intervention externe permanente, imposées au Venezuela afin de créer un climat d'instabilité dans ce pays.

Nous réaffirmons notre appui le plus ferme à la Révolution Bolivarienne et au gouvernement légitime du président Nicolás Maduro.

Conscients du fait que nous avons de profondes différences avec le gouvernement des États-Unis en ce qui concerne les systèmes politiques , la démocratie, les droits de l'Homme et le droit international et avec la volonté invariable que les deux pays puissent avoir des relations civilisées, nous avons proposé , au mois de juillet d'avoir un dialogue bilatéral mutuellement respectueux et dans des conditions réciproques.

Le Département d'État a annoncé cela fait quelques jours son acceptation et le dialogue commencera dans les prochaines semaines. Cuba y prendra part avec un esprit constructif, attachée à ses convictions et disposée à la coopération internationale et elle sera respectueuse et transparente dans l'expression de ses sérieuses préoccupations pour ce qui se passe en matière des droits de l'Homme aux États-Unis.

Cuba considère que le blocus économique, financier et commercial qui lui est imposée est une violation flagrante, massive et systématique des droits de l'Homme de tous les Cubains. Elle continuera d'insister sur cela tant que le blocus existera au sein de ce conseil et à l'Assemblée Générale de l'ONU à travers la résolution correspondante »

Plus d'une vingtaine de ministres aborderont, au cours de la rencontre de Genève, l'impact du changement climatique sur les droits de l'Homme et de l'enfant, les politiques nationales, la coopération technique, la dette extérieure, l'alimentation et les conflits armés.

Les délégués échangeront des vues sur l'importance des accords régionaux sur des thèmes comme le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et d'autres formes connexes d'intolérance ainsi que sur le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/48186-le-ministre-cubain-des-affaires-etrangees-participe-au-segment-de-haut-niveau-du-conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu>



Radio Habana Cuba